

Vera GALINDABAEVA

Institut de Sociologie de l'Académie des Sciences de Russie, Moscou

Pourquoi les léopards¹ n'aiment-ils pas les chiens errants ? Grands événements sportifs, machines de croissance et pratiques néopatrimoniales en Russie²

La tenue des Universiades³ de 2013 à Kazan et des Jeux Olympiques d'hiver de 2014 à Sochi a impliqué tant la construction de sites sportifs et de nouvelles infrastructures urbaines, que la mise en place d'aménagements plus modestes pour améliorer l'image et la sécurité des villes-hôtes. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les mesures visant à réduire de façon drastique le nombre de chiens et de chats errants, provoquant un débat public enflammé. Ainsi, 6 958 animaux furent capturés et euthanasiés à

1 Les léopards font référence au léopard des neiges « Iouni » et au léopard « Barsik », élus respectivement mascottes des Universiades de Kazan de 2013 et des JO de Sochi de 2014.

2 Cet article a été traduit et adapté du russe par Loé Lagrange, avec Emilie Bauduin. Cette étude a été menée dans le cadre du projet « Impacts sociaux de l'organisation d'événements sportifs internationaux de grande ampleur sur les villes de Russie postsoviétique. Les cas des Universiades à Kazan en 2013 et des Jeux Olympiques à Sochi en 2014 », Fondation des sciences humaines de Russie, 2013-2014, n° 13-03-00430.

3 Les Universiades sont des compétitions universitaires organisées tous les deux ans par la Fédération internationale du sport universitaire (FISU).

Kazan, et 2 028 à Sotchi. Si les deux villes abritent de nombreux animaux errants, cette problématique n'avait jamais été véritablement mise à l'ordre du jour, ni n'avait provoqué de réaction aussi vive de la part d'acteurs de la société civile qu'à la veille des Universiades et des JO.

Cet article se propose dès lors de se pencher sur les cas de Sotchi et Kazan pour analyser les spécificités des politiques publiques mises en œuvre en vue de grands événements sportifs en Russie. Pour cela, nous interrogerons tout d'abord le concept de « machine de croissance » dans le contexte russe. Ensuite, nous présenterons le discours de légitimation qui a accompagné les mesures d'éradication, ainsi que celui des défenseurs des droits des animaux sur cette question. Enfin, nous exposerons les modalités de la mise en œuvre des mesures adoptées.

Notre recherche se fonde sur plusieurs types de données empiriques. Tout d'abord, nous avons analysé des articles de la presse régionale, publiés entre janvier 2003 et fin décembre 2013, qui, d'une manière ou d'une autre, couvrent le conflit entre les défenseurs des animaux et la municipalité, incarnée par son Comité du Génie urbain. Dans le cas de Sotchi, nous nous sommes référée à des journaux et sites Internet tels que *AiF-Kuban'*, *AiF-Jug*⁴, le Portail municipal de Krasnodar et sa région, le Portail municipal de Sotchi ou encore le journal *Komsomolskaja Pravda-Kuban'*. Pour Kazan, il s'agit de différents journaux tels que le journal en ligne *Biznes-online*, le quotidien *Večernjaja Kazan'*, *AiF-Kazan'*, l'agence de presse *Tatar-Inform*, *Kazanskie Vedomosti*, *Komsomolskaja Pravda* (Tatarstan) ou *Moloděž' Tatarstana*. Au total, nous avons sélectionné 208 articles consacrés au problème des animaux errants à Kazan et Sotchi durant la période mentionnée. Ensuite, nous nous sommes intéressée aux groupes de défenseurs des animaux, actifs sur le réseau social *Vkontakte*⁵. Les discussions en ligne constituent une source importante, dans la mesure où les militants y exposent des informations aussi nombreuses que précises, n'hésitant pas à poster des copies scannées de décisions adoptées par des institutions publiques. Dans le cas de Kazan, nous avons également analysé les actes d'une réunion publique de défenseurs des animaux du 21 avril 2013, ainsi que les documents diffusés par ces derniers lors de cette réunion. Notre recherche se fonde en outre sur des entretiens réalisés avec des militants du mouvement de défense des animaux en mai-juin 2013 à Kazan (un mois avant le début des Universiades), et en octobre 2013 à Sotchi. Enfin, notre analyse est complétée par les résultats d'une enquête d'opinion réalisée à l'automne 2013 à Kazan et Sotchi (N500).

4 AiF est l'acronyme du titre *Argumenty i Fakty* (Arguments et Faits, <<http://www.aif.ru/>>). De nombreuses éditions existent dans les régions, d'où les titres qui se déclinent avec le nom de différentes villes.

5 Équivalent russe de *Facebook* (NdT).

1. Grands événements sportifs et politiques publiques en Russie

1.1 La question animale lors des grands événements sportifs

Les études sur l'impact des grands événements sportifs ont souvent montré que les projets de réaménagement des territoires urbains se faisaient au détriment des besoins et intérêts de la population locale (Gold et Gold 2008). Toutefois, les discours politiques qui accompagnent la mise en œuvre des grands projets présentent systématiquement les habitants des villes-hôtes comme les premiers bénéficiaires des retombées économiques, en termes d'infrastructures comme de créations d'emplois. Les politiques d'éradication des animaux errants sont, quant à elles, souvent présentées par les municipalités comme des mesures visant à assurer la sécurité des habitants et des visiteurs, comme ce fut notamment le cas à Londres avant les JO d'été de 2012 (Fussey *et al.* 2012). Ces politiques s'inscrivent également dans une perspective plus large d'amélioration de l'image internationale de la ville, qui devient une vitrine pour l'ensemble du pays (Greene 2003). Dans le même temps, elles suscitent des inquiétudes quant au droit des animaux, en particulier au sein du secteur associatif (Cottrell et Nelson 2011).

La question animale a été particulièrement médiatisée lors des JO de Corée du Sud (2002) et de Chine (2008), lorsque les gouvernements de ces pays ont dû intervenir pour que les restaurants retirent de leurs menus les plats à base de viande de chien, sans toutefois l'interdire explicitement (Oh et Jackson 2011 ; Horne et Manzenreiter 2004). Les JO d'Athènes de 2004 n'ont quant à eux pas suscité autant de réactions en la matière. Toutefois, en 2003, le gouvernement grec s'était préoccupé des conditions sanitaires de la ville et, s'inspirant de l'expérience internationale, avait adopté une loi attribuant aux municipalités le pouvoir de décision sur la question des animaux errants. Un projet fut élaboré conjointement avec 36 organisations de défense des animaux, qui prévoyait de rassembler les animaux errants dans des refuges pendant les Jeux, de les stériliser puis de leur trouver des maîtres ou les relâcher dans la rue (Karanikola 2012). Cependant, le projet resta lettre morte et les animaux errants disparurent des rues sans laisser de trace (Kompreser 2012). Par ailleurs, on découvrit des cadavres de chiens et de chats portant des signes d'empoisonnement (Burroughs 2001; « Olympics 2004 ... »). Tout comme Athènes, Kazan et Sotchi ont été le théâtre d'un conflit entre les municipalités et les défenseurs de la cause animale, qui a capté l'attention des médias tant nationaux qu'internationaux. Comment analyser ce conflit dans le contexte russe ?

1.2 Grands événements sportifs et machines de croissance

Pour analyser les politiques publiques mises en œuvre à Kazan et Sotchi, il nous a paru utile de recourir à la notion de « machine » ou « coalition » de croissance (*growth machine/coalitions*)⁶ élaborée par Harvey Molotch (Molotch 1976) et Mark Schneider (Schneider 1992) dans le contexte des villes nord-américaines. Caractérisé par un désengagement du pouvoir fédéral dans les politiques locales, ce contexte voit la naissance de coalitions composées de grandes entreprises et grands propriétaires fonciers, dont l'activité dépend, directement ou indirectement, de la croissance économique de la ville. Elles tentent dès lors de peser sur les autorités locales en matière de politique urbaine. Pour dominer le jeu politique, ces coalitions cherchent également à obtenir le soutien d'autres acteurs en faveur d'une politique de croissance, comme les médias locaux ou les universités (Molotch et Logan 1987).

L'organisation de grands événements sportifs représente bien entendu une occasion unique pour les coalitions de croissance de voir la réalisation de projets de restructuration urbaine de grande ampleur. Ces derniers nécessitent la participation non seulement des autorités locales et des élites économiques, mais aussi de l'administration fédérale et des grandes entreprises ; c'est pourquoi les coalitions de croissance, qui se forment dans les villes accueillant ces méga-événements, se distinguent par leur composition de celles qui existent dans le cadre de projets de croissance locaux. Bien que la structure de la coalition et la communication entre ses différentes composantes soit rendue plus difficile, les machines de croissance, dans le cadre de tels projets, s'unissent autour des mêmes objectifs : développement économique, élargissement de l'assiette fiscale, attraction des investissements et amélioration de l'image de la ville et du pays hôtes (Burbank *et al.* 2002 ; Tev 2009).

Les auteurs soulignent que dans les villes américaines qui se portent candidates pour organiser de grands événements sportifs, les élites économiques tiennent une place de premier rang dans de telles coalitions, tandis que le rôle des autorités locales et du pouvoir fédéral est beaucoup plus limité. À l'inverse, dans les villes d'Europe de l'Ouest, les grandes entreprises sont le plus souvent subordonnées aux représentants des autorités locales et nationales. Ces divergences reflètent plus globalement les différences concernant la structure locale des pouvoirs publics et l'influence des

6 Ces concepts ont été développés à partir des années 1970 dans le sillage des théories de la gouvernance urbaine. Ils proposent d'analyser les politiques urbaines sous l'angle de l'articulation entre des dynamiques économiques à l'échelle internationale, un système institutionnel national et une structuration du pouvoir local mettant aux prises différents groupes sociaux. Il s'agit d'approches centrées sur l'importance des jeux d'acteurs et des logiques de coalition locales (Molotch 1976; Molotch et Logan 1987, Schneider 1992).

élites économiques sur la mise en œuvre des politiques de développement urbain (Tev 2009 : 187-196). À cet égard, le contexte russe présente également des spécificités.

1.3 Les machines de croissance en Russie postsoviétique

Dans le contexte postsoviétique, les autorités locales sont souvent davantage préoccupées par l'image de la ville que par des objectifs de développement économique, de compétitivité et d'attractivité, et ne cherchent pas particulièrement à développer de partenariats avec le secteur privé. En Russie, le gouvernement fédéral y tient par ailleurs un rôle prépondérant, tant dans la conception et le financement que dans la mise en œuvre des projets (Müller 2011). Dans son analyse du projet olympique de Sotchi, Martin Müller recourt au modèle du dirigisme étatique, lorsque le gouvernement fédéral limite les marges de manœuvre de l'exécutif local par la mise en place de relations particulières avec une grande entreprise nationale, obligeant cette dernière à investir dans le projet. Dans le discours du gouvernement fédéral, la ville organisatrice est dès lors présentée moins comme une bénéficiaire des retombées économiques du projet, que comme partie prenante de l'image du pays dans son ensemble (Müller 2011).

Les politiques publiques locales dans l'espace postsoviétique ont également été analysées sous le prisme du néopatrimonialisme⁷. Ce concept permet en effet de rendre compte de situations où le patrimonialisme s'exerce à travers des pratiques bureaucratiques, mais où une distinction entre le public et le privé existe formellement (Erdmann et Engel 2007). Ainsi Nikolay Karbainov, dans ses recherches sur les conflits fonciers dans la Sotchi préolympique, propose-t-il la notion de « mécanismes néopatrimoniaux de croissance » (Karbainov 2013b). En effet, une particularité importante du régime foncier en Russie réside dans le fait que l'État reste un propriétaire foncier majeur. En même temps, le pays a vu se former une classe d'entrepreneurs politiques tournés vers la rente, qui utilisent les ressources administratives et publiques dans le but d'obtenir des bénéfices, en accédant au système de distribution de terrains et de marchés publics dans le domaine de la construction. Dans ces conditions, les coalitions de croissance se fondent sur des relations néopatrimoniales⁸. L'accumulation du capital a donc lieu non pas par le biais de l'acquisition des moyens de production, mais par l'appropriation des moyens administratifs de contrôle et par la mise en place de relations clientélistes (Fisun 2007). Dans ce contexte, les entrepreneurs ont souvent

7 Pour une réflexion sur ce concept dans le contexte postsoviétique, voir Laruelle 2012a et Bach et Dufy 2013.

8 Voir également l'article de Nikolay Karbainov et Ekaterina Glorizova dans ce même dossier.

eux-mêmes exercé au préalable des postes dans la fonction publique, ou acquis de l'expérience en coopérant avec les pouvoirs publics dans le passé. Le phénomène des anciens bureaucrates devenus hommes d'affaires a été particulièrement étudié dans le cas chinois, désigné sous le nom de *xiahai*⁹. L'impact de ce phénomène en termes économiques est d'ailleurs perçu comme ambivalent : d'un côté, il est considéré comme une entrave au développement de l'économie de marché, parce qu'il favorise la corruption ; de l'autre, en liant les intérêts des fonctionnaires à celui du monde des affaires, il contribuerait à un renouvellement des pratiques bureaucratiques orientées vers d'avantage d'efficacité économique (Li 1998).

Contrairement à un patrimonialisme « intégral » ou « prédateur », un néopatrimonialisme régulé ou « dans l'État » (Bach 2013) ne fait pas obstacle à la production de politiques publiques et peut être validé par les citoyens (Laruelle 2012b). Toutefois, comme le souligne très justement Silvia Serrano¹⁰, la question de la légitimité ne se limite pas, de manière mécanique, à la simple efficacité des politiques publiques. Ainsi, pour présenter le fonctionnement concret de ces mécanismes néopatrimoniaux de croissance dans le cas des politiques d'éradication des animaux errants à Kazan et à Sotchi, nous nous intéressons tout d'abord aux discours de légitimation des parties prenantes du conflit sur cette question.

2. Les mesures d'éradication des animaux errants à travers les discours : entre objectifs sécuritaires et respect du droit des animaux

Comme le décrivent Logan et Molotch, les machines de croissance font partie intégrante du discours de légitimation des politiques publiques qu'elles souhaitent mettre en œuvre (Logan et Molotch 1987). Comment se construit ce discours dans les cas de Kazan et Sotchi ?

2.1. Le discours hygiéniste de la machine de croissance

Les représentants des autorités municipales (le Comité du génie urbain de la ville de Kazan et le Service de presse de la ville de Sotchi) ainsi que certains médias ont développé ce que l'on pourrait appeler un discours hygiéniste. Dans ce discours, les animaux errants sont le plus souvent associés à la rage ou à d'autres maladies

9 Littéralement, *xiahai* signifie en chinois « se jeter à la mer ». L'expression est connue en Chine pour désigner des individus qui se lancent dans les affaires et donc « se jettent à l'eau ». Elle est majoritairement employée pour parler de fonctionnaires qui quittent un emploi stable dans le secteur public pour faire des affaires dans le secteur privé, au risque de se noyer. Nous tenons à remercier ici Vanessa Frangville pour cet éclairage.

10 Voir, dans ce même numéro, la recension de Silvia Serrano du dossier Bach et Dufy 2013.

transmissibles par le sang et la salive. Ainsi, on retrouve fréquemment des articles de presse comportant ce type d'extraits :

Le dernier cas de rage dans la région a été enregistré en 2004 à Sotchi. Une infirmière d'un des hôpitaux locaux avait été mordue par un chien errant. Elle est morte quelques jours plus tard (*Korotko* 2001).

Au-delà des maladies, les animaux errants sont systématiquement associés aux morsures, représentant donc un danger physique pour l'homme. Un accent particulier est par ailleurs mis sur le nombre élevé d'enfants et de personnes âgées ayant été attaqués par des animaux :

À Kazan, le nombre d'habitants mordus par des animaux errants est en augmentation : rien qu'au cours des huit derniers mois, 4 000 personnes ont été victimes de morsures de chiens errants ; ce chiffre avait été atteint en une année l'année précédente (*Moloděz' Tatarstana* 2012).

On trouve le même type de formule dans les médias à Sotchi :

L'année dernière, 656 enfants victimes de différentes morsures ont été emmenés en traumatologie à Sotchi. Parmi eux, 504 avaient été mordus par des chiens. De plus, ce chiffre augmente chaque année (« *Stai sobak...* » 2012).

Précisons toutefois qu'on ne trouve ni à Kazan ni à Sotchi, de statistiques comparatives qui distingueraient les morsures d'animaux domestiques de celles d'animaux errants. Il faut noter qu'à Sotchi, contrairement à Kazan, on trouve également, parmi les animaux errants, des chevaux et des vaches, en plus des chiens et chats (« *Sočinskie aktivisty...* » 2011).

Par ailleurs, la référence aux pratiques européennes de régulation du nombre d'animaux errants occupe une place importante dans ce discours hygiéniste. À Kazan, les statistiques sur les indicateurs de morsures sont systématiquement mises en rapport avec l'expérience des pays européens en matière de capture. Les standards européens y sont associés aux pratiques d'euthanasie et de stérilisation (« *Sobaka...* » 2013). À Sotchi également, la nécessité de stériliser ou d'euthanasier des animaux malades et agressifs a été régulièrement évoquée, en référence aux pratiques européennes (Trostnikova 2007). Les législations de la République du Tatarstan et du kraï de Krasnodar vont par ailleurs dans ce sens, dans la mesure où elles reconnaissent l'euthanasie comme seule façon légale de donner la mort aux animaux errants.

On retrouve toutefois des différences entre les discours des municipalités de Kazan et de Sotchi. À Kazan, l'augmentation incontrôlée du nombre de chiens errants et, par conséquent, l'incapacité des pouvoirs publics à garantir la sécurité des citoyens, sont présentées comme les conséquences d'un budget insuffisant (*Moloděz' Tatarstana* 2012). À Sotchi, l'augmentation du nombre de ces animaux est imputée au comportement irresponsable de certains habitants (« *Stai sobak...* » 2012). Cependant, presque tous ceux qui s'expriment sur le sujet soulignent que ce problème

est particulièrement aigu à la veille des Jeux universitaires (Illarionova et Katargin 2013) et des Jeux Olympiques (Čumovskaja 2013b ; « V preddverii... » 2013).

Ainsi le discours hygiéniste porté par les municipalités et relayé par certains médias se réfère-t-il au bien commun, à la sécurité et à la propreté de l'espace urbain. Ce faisant, il présente comme nécessaire l'octroi d'un financement public pour la capture et l'élimination des animaux errants.

2.2 Le discours militant : les animaux errants comme membres de la communauté

Au discours hygiéniste de la coalition de croissance s'oppose celui des écologistes, de certains journalistes, et surtout des représentants des mouvements de défense des animaux. Dans ce discours-là, les animaux errants ne sont plus associés à un danger mais sont présentés comme des « amis de l'homme », injustement condamnés à mort, alors qu'ils sont devenus une part intégrante de la communauté. Ainsi trouve-t-on, dans certains médias, des histoires comme celle-ci :

Un de ces vagabonds est apparu dans notre cour il y a quelques jours. Il s'est rapidement senti chez lui et est devenu notre mascotte. On lui a donné des morceaux de viande et des os. Il avait sa propre gamelle – une trappe d'égout sur laquelle on déposait sa nourriture. Ce chien, amical, ne faisait de mal à personne ; il se frottait aux gens, allait à leur rencontre (Galljamova 2011).

Dans ce discours, les statistiques sur le nombre de morsures sont délégitimées par le fait qu'elles englobent l'ensemble des morsures, qu'elles soient d'animaux errants ou d'animaux domestiques. L'efficacité des services de capture est évaluée à l'aune du nombre de chiens stérilisés que les défenseurs des animaux ont pu voir de leurs propres yeux.

Ces derniers invoquent eux aussi l'expérience européenne. Cependant, dans leur discours, le modèle européen n'est pas associé au recours à l'euthanasie comme dans le discours hygiéniste ; il se distingue avant tout par la qualité des refuges et des pratiques de stérilisation, ainsi que par un rapport différent aux animaux :

[...] les refuges pour animaux errants existent grâce aux sponsors, aux mécènes, aux personnes qui aiment les animaux. Par exemple, aux Pays-Bas ou en Allemagne, les gens considèrent qu'il est de leur devoir de recueillir un animal provenant d'un refuge et de s'en occuper. Des informations sur les animaux sont diffusées à la télévision, et on trouve des maîtres même pour animaux invalides. Certains diront peut-être que le chemin qu'il nous reste à parcourir jusqu'à cette Europe développée et civilisée est encore long (« Na vidu... » 2011).

L'argumentaire des défenseurs de la cause animale se fonde sur l'idée selon laquelle les chiens des rues constituent des membres à part entière de la communauté, et non le bien ou la propriété d'un individu. Les chiens apparaissent dans les récits non seulement comme devant faire l'objet d'une prise en charge spéciale de la part de la communauté, mais aussi comme les défenseurs, dans l'espace public – les

cours d'immeubles notamment – contre les chiens agressifs et les rats (Serova 2013 ; Judkevič 2008).

Ainsi le discours hygiéniste et le discours de défense des animaux font-ils tous deux appel à l'intérêt général des membres de la communauté, mais la différence réside dans le fait de reconnaître les animaux errants comme faisant partie de cette communauté. Nous allons à présent voir quelles pratiques concrètes sont soutenues par ces discours.

3. Les animaux errants à Kazan, problème sanitaire ou commerce lucratif ?

On ne saurait présenter le cas de Kazan sans évoquer l'année 2004, année de préparation de la célébration du millénaire de la ville. Cet événement donna lieu à un important conflit entre la municipalité et les militants qui manifestaient en faveur de l'ouverture d'un refuge municipal et contre l'extermination massive d'animaux errants. Ce conflit déboucha sur l'adoption du programme « Assainissement de l'environnement à Kazan pour la période 2004-2008 », dont l'un des objectifs était la diminution du nombre d'animaux errants grâce à l'ouverture de refuges. Ce programme prévoyait donc l'ouverture de refuges municipaux, un soutien aux organisations s'occupant de ces derniers, ainsi que la capture d'animaux errants dans l'unique but de les stériliser puis de les relâcher (« Rešenje... » 2004).

En 2004 fut également fondé le « service de capture des animaux errants » (plus loin MU SOBŽ¹¹), établissement municipal visant à optimiser le recensement des chiens et chats et à limiter le nombre d'animaux errants en ville (« Postanovlenie... » 2004). Un refuge financé par la mairie fut ainsi construit sur un terrain de 2 hectares au sud de Kazan, et attribué au MU SOBŽ. Toutefois, aucun des défenseurs des animaux ayant demandé l'ouverture du refuge ne fut autorisé à y accéder. Par la suite, en 2006, l'établissement, ayant bénéficié d'une aide financière importante émanant du budget municipal, fit faillite dans le contexte de pratiques que l'on pourrait qualifier de néopatrimoniales. En effet, après la faillite du MU SOBŽ, son président loua la propriété municipale sous forme de terrain équipé, pour une durée indéterminée, à une société privée SARL SOBŽ dont il était lui-même déjà directeur général, selon un schéma relativement courant en Russie. En effet, la loi ne permet pas aux fonctionnaires de se lancer directement dans les affaires, mais si un fonctionnaire souhaite devenir entrepreneur sans perdre les revenus de ses activités antérieures, il

11 Les initiales MU désignent en russe « Municipal'noe učreždenie », ce qui signifie « établissement municipal ». Les initiales SOBŽ désignent en russe « Služba otlova beznadzornyh životnyh », ce qui se traduit par « Service de capture des animaux errants ».

peut mettre volontairement en faillite un établissement public, puis se louer, cette fois-ci en tant qu'entrepreneur, tous les biens de l'organisation¹². Ainsi depuis 2006 la SARL SOBŽ occupe-t-elle le terrain du MU SOBŽ en tant que locataire d'un bien municipal.

Par la suite, le directeur général de la SARL SOBŽ, après avoir délaissé la fonction publique, se lança en politique pour devenir député du parti « Russie unie¹³ » à la Douma de la ville de Kazan, où il siégeait dans deux commissions parlementaires permanentes : la « Commission d'urbanisme » et la « Commission pour la protection de la santé et de l'environnement » (Nurullin 2014). Cela signifie qu'il était donc membre des commissions chargées de contrôler les activités du Comité du Génie urbain, et donc celles de la SARL SOBŽ, alors que cette dernière exécutait les commandes du comité précité : ainsi le directeur du service avait-il obtenu l'accès non seulement aux biens de l'entreprise, mais également aux mécanismes de contrôle administratif sur les activités de sa propre firme.

Depuis sa création en 2006 et ce jusqu'en 2013, la SARL SOBŽ était l'unique prestataire permanent du Comité du Génie urbain, puisqu'elle remportait tous les marchés publics de capture et de stérilisation. Cette situation de monopole lui était assurée par des remparts juridiques, dans la mesure où ces marchés publics ne pouvaient être attribués qu'à des structures équipées d'un refuge et disposant d'une licence médicale. Les associations de défense des animaux, ne remplissant pas ces conditions, ne pouvaient dès lors pas concurrencer la SARL SOBŽ. S'il était éventuellement possible de régler la question du personnel médical, le problème du refuge demeurait insoluble, puisque le seul refuge de la ville avait été octroyé à la société, en rente à vie.

12 Le même schéma a d'ailleurs été appliqué au comité exécutif des Jeux universitaires de 2013. Ce dernier avait en effet un statut d'établissement municipal, jusqu'à ce que la justice remarque que le directeur du comité dirigeait en même temps plusieurs entreprises privées. Le comité exécutif passa alors du statut d'établissement municipal à celui d'organisation autonome à but non lucratif, dirigée par un ancien fonctionnaire municipal.

13 Le parti Russie unie est le parti au pouvoir en Russie depuis le début des années 2000. Sa création puis sa consolidation participent d'une transformation du régime politique russe depuis l'arrivée de V. Poutine à la présidence. Dit « parti dominant » ou « parti du pouvoir », Russie unie est l'objet de très nombreuses analyses en sciences politiques. Voir par exemple Guelman 2007 et Fauconnier 2011.

Tableau 1 : Bilan de l'activité de la SARL « SOBŽ » à Kazan entre 2004 et 2012

Année	Nombre d'animaux capturés	Nombre de chiens stérilisés	Nombre d'euthanasies	Nombre de morsures d'animaux errants ou domestiques par an	Population moyenne d'animaux non capturés par la SARL SOBŽ	Financement municipal (en roubles)
2004	10 000	-	10 000	5 175	25 000	772 000
2005	10 820	4 000	-	5 538	25 000	15 000 000
2006	12 000	4 000	-	-	25 000	
2007	32 000	4 500	27 000	4 538	-	
2008	17 866	9 566	8 300	-	25 000	43 700 000
2009	13 000	1 567	-	4 380	24 000	-
2010	14 000	3 052	10 000	4 142	25 000	18 893 684
2011	12 380	3 816	8 564	3 980	25 000	19 789 356
2012	8 000	3 119	3 332	4 200	30 000	11 787 274

Sources : Ignat'eva 2008 ; « V Kazani neobhodimo... » 2006 ; « Kazanskiye poselki... » 2006 ; « V preddverii... » 2006 ; « V preddverii 1000-letija... » 2005 ; Ignat'eva 2005 ; Abdullina 2005a ; Abdullina 2005b ; « Kusajut vse... » 2005 ; Judkevič 2008 ; « Megapolistu... » 2008 ; Mubaraškina 2005 ; « Beznadzornyh životnyh... » 2007 ; « Žiteli... » 2008 ; D. Valiullina 2013 ; Uitkeeva et Bahtijarova 2012 ; Martinec 2012 ; Bahtijarova 2011 ; Fadeeva 2011 ; Jakovleva 2011)

Quelle fut l'efficacité de ce service, en tant qu'établissement municipal puis en tant que SARL ? Les données pour la période 2004-2012 (regroupées dans le tableau 1) permettent de dresser un bilan. Rappelons que l'objectif du projet SOBŽ

était « de faire diminuer le nombre d'animaux errants par des moyens humains tels que la capture, le transport et la stérilisation – par castration, le décompte et le recensement dans un registre de la ville, ainsi que l'accueil de ces animaux dans des structures fermées à Kazan » (www.sobg-kazan.ru).

Autrement dit, le principal but était de réduire le nombre d'animaux errants, et d'augmenter le nombre de chiens en bonne santé stérilisés, toilettés, vaccinés. Toutes ces mesures devaient aboutir à une diminution du nombre de morsures annuelles perpétrées par les chiens errants.

Selon les données officielles, entre 2003 et 2012, 33 000 chiens avaient été stérilisés et relâchés dans la ville, ornés d'un collier orange. Selon certains articles de presse cependant, aucun chien à collier orange n'avait été vu en ville sur toute la période (Serova 2013). Le site internet du service n'était plus mis à jour depuis 2010 et l'indicateur principal, à savoir le nombre moyen de chiens errants non capturés, restait inchangé durant toute la période de fonctionnement du service. Par ailleurs, si l'on prend comme indicateur le nombre de morsures (qui ne distingue donc pas, comme mentionné plus haut, les morsures causées par les chiens errants de celles causées par les chiens domestiques), il ne fait aucun doute que le service en question n'avait pas atteint son but.

Intervenant dans des réunions publiques à la veille des Jeux de 2013, les défenseurs des animaux demandèrent pourquoi les fonctionnaires municipaux continuaient à coopérer avec un prestataire dont les résultats demeuraient clairement insatisfaisants. Répondant aux militants qui l'accusaient de gérer de façon inefficace les fonds municipaux et de poursuivre son intérêt personnel, le directeur du service déclara à plusieurs reprises qu'il ne touchait aucun bénéfice de cette activité, et que son salaire ne dépassait pas 120 000 roubles¹⁴ par an : c'est par abnégation et patriotisme qu'il se vouait donc à une activité aussi peu rentable.

Cependant, le contrôle du procureur, initié à la demande des défenseurs des animaux, montra qu'en deux ans et demi, entre le 1^{er} janvier 2010 et le 1^{er} juin 2012, la SARL SOBŽ avait touché un bénéfice net d'un montant de 6 millions de roubles¹⁵ (« Postanovlenie... » 2012).

Le décompte officiel, tel que présenté dans le tableau, n'était opéré que sur base de documents formels qui, parfois, n'avaient rien à voir avec la réalité. L'absence de

14 Environ 3 000 € en 2013.

15 Environ 150 000 € en 2013.

chiens stérilisés portant un collier orange, qui auraient dû, d'après les documents, avoisiner les 30 000, n'interpela absolument pas les autorités municipales. Les déclarations des habitants concernant la disparition ou l'empoisonnement de chiens errants, stérilisés sur leurs deniers, n'attirèrent pas non plus l'attention de l'exécutif. Le fait que lors du choix des prestataires, le Comité du Génie urbain ait donné la préférence au service dont l'activité portait préjudice à la ville, mais aussi la manière dont les fonctionnaires tentaient de défendre leur prestataire, témoignent de relations de clientélisme entre les fonctionnaires du Comité et le directeur du service. En outre, en 2006, lorsque la compagnie privée SOBŽ remporta son premier marché public, la municipalité déclara que 5 538 personnes s'étaient plaintes de morsures animales durant l'année 2005, dont 2 082 provenant d'animaux domestiques (« V Kazani neobhodimo... » 2006). En 2013, le représentant du Comité du Génie urbain Iskander Guiniatouline présentait rétroactivement des chiffres deux fois plus importants pour la même année 2006, déclarant cette fois :

[Le nombre total de morsures animales est passé] de 7 700 en 2005 – dont 92 % provenant d'animaux errants – à 3 927 en 2012 – dont seulement 58 % émanant d'animaux errants – (« V Kazani uničtožat... » 2013; Katargin 2013).

Au-delà de ces données chiffrées divergentes, visant de toute évidence à légitimer *a posteriori* le travail de la SARL SOBŽ, les fonctionnaires ont fait peu de cas des violations de la loi sur la location des biens publics. C'est seulement en 2013 que fut découverte l'occupation illégale, depuis 2006, par la SARL SOBŽ du terrain sur lequel se trouvait le refuge. En effet, la location d'un bien public à des organisations commerciales ou à but non lucratif ne peut se faire que suite à un appel d'offres. Cette procédure n'ayant pas été respectée, le contrat de location était nul au regard de la loi (Altnova 2014).

Quelques mois avant les Jeux de Kazan de 2013, le conflit entre les défenseurs des animaux et les autorités municipales s'exacerba. En plus de la question de l'appel d'offres, la disparition des chiens des rues, ou l'extermination de chiens en bonne santé ou en fuite contribuèrent également à l'accroissement des tensions. Les défenseurs des animaux et les habitants firent le lien entre ces événements et les activités de la SARL SOBŽ. De leur point de vue, cette dernière ne faisait que remplir techniquement les missions de l'appel d'offres afin que les rues de la ville correspondent aux standards européens pendant les Jeux, sur commande informelle de la mairie et ce en violation de la loi.

Il faut toutefois mentionner que, bien que la municipalité ait accusé plusieurs fois les défenseurs des animaux d'exagérer l'ampleur du phénomène, 39,4 % des habitants de Kazan interrogés étaient d'accord avec l'affirmation des défenseurs des animaux selon laquelle une extermination massive d'animaux errants avait eu lieu dans la ville avant les Jeux ; 11,3 % n'étaient pas d'accord avec cette affirmation et

49, 3 % se disaient sans opinion. Par ailleurs, seuls 6 % des sondés considéraient que l'euthanasie des animaux était une méthode acceptable pour réguler le nombre de chiens errants.

La mise en œuvre des mesures d'éradication des animaux errants à Kazan à la veille des Universiades se présente ainsi comme un cas particulièrement emblématique des pratiques néopatrimoniales qui accompagnent les politiques publiques en Russie au niveau local. Ces pratiques se mettent en place à travers un schéma relativement simple : un ancien fonctionnaire, devenu entrepreneur et/ou homme politique, obtient un accès à un terrain municipal et devient le prestataire de commandes publiques à travers le détournement des ressources administratives et des liens de clientélisme avec les fonctionnaires municipaux.

4. L'éradication des animaux errants à Sotchi : un nettoyage de façade masquant des pratiques illégales et inefficaces

À la différence de Kazan, Sotchi n'avait pas de refuge municipal ni de fourrière animale temporaire, ni de programme massif de stérilisation des animaux errants. Jusqu'en 2012, la SA « Établissement spécialisé dans le nettoyage automatisé de la ville » (plus loin SAH¹⁶) était chargée de réguler le nombre d'animaux. Tout comme les représentants de la SARL SOBŽ à Kazan, les employés du SAH déclaraient n'utiliser de l'aniline¹⁷ que pour immobiliser temporairement les animaux. Le service de presse de la mairie de Sotchi affirmait également que cette substance n'était pas utilisée pour empoisonner les chiens. Cependant, en 2011, le tribunal central de district de la ville de Sotchi conclut à la violation par le SAH des conditions du marché public par les emplois répétés de doses mortelles d'aniline sur les chiens, enfreignant les lois régionales pour la protection des animaux domestiques (« Rešenje... » 2012).

Depuis 2012, c'est la SARL Bassia-Service qui est en charge du marché public de la mairie. Celle-ci est située à Rostov-sur-le-Don, soit à environ 550 kilomètres de Sotchi (ce qui correspond à un trajet de huit heures en voiture). Par ailleurs, les méthodes de travail de cette organisation ne sont pas différentes de celles utilisées par le SAH ou la SARL SOBŽ (Čumovskaja 2013). D'après les défenseurs des animaux, les « chasseurs » tuent entre 300 et 500 animaux par mois, dont les têtes sont apportées à Rostov et échangées contre de l'argent. Si, il y a quelques années, une tête rapportait

16 L'abréviation SAH en russe désigne « Spetsavtohozjajstvo po uborke goroda », ce qui signifie « Établissement spécialisé dans le nettoyage automatisé de la ville ».

17 Composé organique aromatique dérivé du benzène, utilisé dans la fabrication de colorants, l'aniline est très toxique pour l'homme comme pour l'environnement. Son inhalation, son ingestion ou son contact avec la peau à fortes doses peuvent être mortels.

500 roubles, les chasseurs ont fait monter le prix à 1 000 roubles par tête à la veille des Jeux Olympiques (« Za golovu... » 2013).

Outre les services qui exécutent le marché public de la mairie, les syndicats de copropriété de certains districts tentent également de contrôler le nombre d'animaux en leur bloquant l'accès aux sous-sols des immeubles, pour qu'ils ne se reproduisent pas sur le territoire de la copropriété. Certains d'entre eux vont même plus loin, jetant de la nourriture empoisonnée aux chiens errants (« Uničtoženie... » 2011).

Généralement, ni la mairie de Sochi, ni les autorités régionales n'accordent d'importance aux moyens mis en œuvre pour résoudre le problème des chiens et chats errants. On constate par ailleurs que les méthodes utilisées s'avèrent inefficaces.

Tableau 2
Bilan de l'activité de la SARL Bastia Service entre 2006 et 2013

Année	Nombre d'animaux capturés et exterminés	Nombre de morsures d'animaux errants et domestiques par an	Financements publics (roubles)
2006	-	2882	
2007	9 609	2462	5 500 000
2008	7 342	-	5 000 000
2010	-	1200	-
2011	2 462	1000	-
2012	2 219	-	1 834 320
2013	2 082	-	1 768 666

Sources : Trostnikova 2007 ; Kravčenko 2007 ; Peredero et Bakulin 2009 ; Berezena 2009 ; « Za golovu žertvy... » 2008 ; Miloserdov 2008.

Au printemps 2013, comme à Kazan, les défenseurs des animaux et les écologistes sont descendus dans la rue à Sochi, demandant l'annulation du marché public visant à exterminer les animaux en amont des Jeux Olympiques. Les militants de Sochi demandaient l'ouverture d'un refuge municipal et la mise en œuvre d'un

plan de stérilisation des chats et chiens errants et domestiques (Čumovskaja 2013). La municipalité avait promis d'ouvrir un refuge depuis 2009, année d'adoption du programme fédéral « Sotchi – ville hospitalière ». Ce dernier prévoyait l'ouverture d'un refuge municipal et la mise en place d'une politique de stérilisation massive des animaux errants. Cependant, dès l'année suivante, le programme fut transformé en un programme régional ciblé. Il n'y fut plus question d'ouvrir un refuge.

En 2013, après des réunions publiques et des manifestations, le maire de Sotchi invita les représentants du mouvement de défense des animaux à une rencontre, lors de laquelle il promit d'ouvrir un refuge municipal. Cette situation à la veille des Jeux n'est pas sans rappeler celle de Kazan à la veille de la célébration du millénaire, lorsque la mairie était venue à la rencontre des manifestants et avait promis d'ouvrir un refuge municipal. En somme, les défenseurs des animaux exigeaient la mise en œuvre d'un programme proche de celui que réalisait en théorie la municipalité de Kazan depuis 8 ans : refuge, plan de stérilisation, événements de sensibilisation pour un meilleur traitement des animaux.

Selon les données d'un sondage réalisé à Sotchi en septembre 2013 (N500), les habitants de la ville soutenaient majoritairement ces demandes. 61, 8 % des sondés considéraient comme indispensable de mettre en place un système public de refuges pour les animaux ; 38, 2 % estimaient que le traitement des animaux devait faire l'objet d'une responsabilité devant la loi ; et 27, 6 % pensaient qu'il était nécessaire de stériliser les animaux. Par ailleurs, seules 10, 6 % des personnes interrogées se déclaraient en faveur de l'euthanasie.

À Sotchi, le manque de terrains municipaux se fit plus criant à la veille des Jeux (Karbainov 2013a). Cependant, le maire avait promis d'octroyer un terrain et d'ouvrir un refuge en 2013. Au moment de notre enquête à Sotchi en octobre 2013, le refuge n'en était qu'au stade de projet, à l'issue d'un parcours très difficile pour trouver un terrain. La mairie conclut un accord avec l'organisation Dobromir, qui s'occupait jusque là principalement de retraités et de vétérans, et avait une expérience dans la coopération avec la municipalité. Comme à Kazan, les défenseurs des animaux et les écologistes qui s'étaient mobilisés furent tenus à l'écart du suivi du projet de refuge, bien que l'administration eût promis de les aider à fonder une association commune de défense des animaux, qui aurait justement été responsable du projet de refuge.

Le projet proposé par Dobromir différait peu de celui de la SARL SOBŽ à Kazan. Le refuge municipal fut inauguré en grande pompe à la veille de l'ouverture des Jeux Olympiques. L'activité de Dobromir se limita cependant à la construction de cages. D'après les défenseurs des animaux, ces derniers ne recevaient pas les soins médicaux nécessaires ; les règles de quarantaine n'étaient pas respectées, et le terrain fut contaminé au bout d'un mois. Les nouveaux arrivants ne moururent alors plus d'empoisonnement à l'aniline, comme c'était le cas dans le cadre de l'action menée

par Bassia-Service à Rostov, mais de maladies contractées au refuge. Cependant, celui-ci existe toujours et Dobromir reçoit toujours les fonds du budget municipal.

Conclusion

En plus de la construction d'infrastructures et d'installations sportives, des politiques publiques spécifiques ont été mises en œuvre à Kazan et Sochi à l'horizon des Jeux de 2013 et 2014, visant à accroître la sécurité dans les deux villes. Dans ce cadre, les municipalités ont mis en place des mesures pour réduire de façon drastique le nombre d'animaux errants, ce qui a suscité des protestations de la part des défenseurs des droits des animaux. À ces protestations, les coalitions de croissance – composées d'acteurs intéressés par la mise en œuvre de ces mesures – ont opposé un discours de légitimation des politiques publiques initiées, discours centré sur les questions de sécurité et de propreté de la ville, particulièrement saillantes à la veille des grands événements sportifs. Toutefois, lorsque l'on examine les mesures concrètes d'éradication des animaux errants, on s'aperçoit qu'elles sont surtout dictées par les intérêts économiques des membres de la coalition de croissance.

En effet, les deux cas étudiés ont permis de mettre en exergue des pratiques que l'on pourrait qualifier de néopatrimoniales. Il s'agit tout d'abord de la mise en place d'une concurrence faussée dans l'attribution des marchés publics, réalisée notamment au travers de pratiques bureaucratiques et de l'instauration de barrières juridiques excluant de fait les acteurs concurrents (ONG ou entreprises privées). Dans ces conditions, l'attribution du marché public s'opère dans le cadre de relations clientélistes entre les fonctionnaires et les entrepreneurs, ou par un système d'appropriation des ressources foncières par les fonctionnaires eux-mêmes. Les membres de la société civile – dans le cas qui nous intéresse, les défenseurs des animaux – sont par ailleurs exclus des phases d'élaboration et de mise en œuvre des politiques publiques. En plus de susciter de nombreuses entraves aux droits des animaux, les pratiques néopatrimoniales examinées se révèlent inefficaces – contrairement au cas chinois – dans la mesure où les résultats, par rapport aux objectifs initialement fixés, sont largement insuffisants.

Bibliographie

- Bach 2013 : Daniel Bach, « Régimes politiques, pratiques systémiques et dynamiques de l'émergence dans les États africains et post-soviétiques », in Bach D. et Dufy C. (dir.), « Pouvoirs présidentiels, gouvernance et milieux d'affaires dans les États post-soviétiques et africains », *Revue internationale de politique comparée*, 2013, vol. 20, n° 3, pp. 153-169.
- Bach et Dufy 2013 : Daniel Bach et Caroline Dufy (dir.), « Pouvoirs présidentiels, gouvernance et milieux d'affaires dans les États post-soviétiques et africains », *Revue internationale de politique comparée*, 2013, vol. 20, n° 3.

- Burbank *et al.* 2002 : Matthew J. Burbank, Gregory Andranovič et Charles H. Heying, « Mega-events, urban development, and public policy », *The Review of Policy Research*, 2002, vol. 19, n° 3, pp. 180-202.
- Cottrell et Nelson 2011 : M. Patrick Cottrell et T. Nelson, « Not just the Games? Power, protest and politics at the Olympics », *European Journal of International Relations*, 2011, vol. 17, n° 4, pp. 729-753.
- Erdmann et Engek 2007 : Gero Erdmann, Ulf Engel, « Neopatrimonialism Reconsidered: Critical Review and Elaboration of an Elusive Concept », *Commonwealth and Comparative Politics*, 2007, vol. 45, n° 1, pp. 95-119.
- Fauconnier 2011 : Clémentine Fauconnier, « À quoi sert Russie unie ? Conservatisme et modernisation dans les discours de légitimation du parti du pouvoir », *Critique internationale*, 2011, vol. 4, n° 53, pp. 145-165.
- Fisun 2007 : Aleksandr Fisun, « Postsovetskie patrimonial'nye režimy: genezis, osobennosti, tipologija » (Régimes patrimoniaux postsoviétiques : genèse, particularités, typologie), *Otečestvennye zapiski*, 2007, t. 36, n° 6, pp. 8-28.
- Gold et Gold 2008 : John R. Gold et Margaret M. Gold, « Olympic Cities: Regeneration, City Rebranding and Changing Urban Agendas », *Geography compass*, 2008, vol. 2, n° 1, pp. 300-318.
- Greene 2003 : Solomon Junior Greene, « Staged cities: mega-events, slum clearance, and global capital », *Yale human rights and development*, 2003, vol. 6, pp. 161-187.
- Guelman 2007 : Vladimir Guelman, « Le parti dominant en Russie. Quelles perspectives ? », in Merlin A. (dir.), *Où va la Russie ?*, Bruxelles : Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007, pp. 51-62.
- Horne et Manzenreiter 2004 : John D. Horne et Wolfram Manzenreiter, « Football World Cup Finals on the Host Countries Japan/Korea Accounting for Mega-Events: Forecast and Actual Impacts of the 2002 », *International Review for the Sociology of Sport*, 2004, vol. 39, n° 2, pp. 187-203.
- Karanikola 2012 : Paraskevi Karanikola, *et al.*, « The Coexistence of Humans and Companion Animals in the City Parks of Xanthi: The Views of the Citizens », *Urban Studies Research*, 2012, document en ligne, consulté le 23.06.2013, <<http://dx.doi.org/10.1155/2012/462025>>.
- Karbainov 2013a : Nikolay Karbainov, « Kak izimajut sobstvennost' v olimpijskih stolichah: Olimpjada v Soči v sravnitelnoj perspektive » (Comment la propriété est confisquée dans les capitales olympiques : les Jeux Olympiques de Sochi dans une perspective comparative), *Mir Rossii*, 2013, n° 1, pp. 106-131.
- Karbainov 2013b : Nikolay Karbainov, « Mega-sobytija, "mašina rosta" i neopatrimonial'nye konflikty sobstvennosti v postsovetskih gorodah (na primere Olimpjijskih igr v Soči). » (Les méga-événements, la machine de croissance et les conflits de propriété néopatrimoniaux dans les villes postsoviétiques ; le cas des Jeux Olympiques à Sochi), Doklad na seminaru *Mega-sobytija v (post)socialističeskich stranah: neoliberalizm, socialističeskoe nasledie i globalizacija* (Exposé pour le séminaire « Les méga-événements dans les pays (post)socialistes : néolibéralisme, héritage socialiste et globalisation »), Kazan, 2013.
- Kompreser 2012 : Kompreser Collective, « Athens 2004: Constructing the city of crises », *City: analysis of urban trends, culture, theory, policy, action*, 2012, vol. 16, n° 4, pp. 461-467.
- Li 1998 : David D. Li, « Changing incentives of the Chinese Bureaucracy », *The American Economic Review*, 1998, vol. 88, n° 2, pp. 393-397.

- Ledenava 2006 : Alena Ledeneva, *How Russia really works: the informal practices that shaped post-Soviet politics and business*, Ithaca: Cornell University Press, 2006.
- Laruelle 2012a : Marlène Laruelle (dir.), « Patronal Politics in Central Asia », *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, 2012, vol. 20, n° 4.
- Laruelle 2012b : Marlène Laruelle, « Discussing Neopatrimonialism and Patronal Presidentialism in the Central Asian Context », *Demokratizatsiya: The Journal of Post-Soviet Democratization*, 2012, vol. 20, n° 4.
- Ledjaev 2012 : Valerij Georgevič Ledjaev, *Sociologija vlasti. Teorija i opyt empiričeskogo issledovanija vlasti v gorodskih soobščestvah* (Sociologie du pouvoir. Théorie et pratique de la recherche empirique sur le pouvoir dans les communautés municipales), Moscou : Izd. dom VŠĖ, 2012.
- Molotch 1976 : Harvey Molotch, « The City as a Growth Machine: Toward a Political Economy of Place », *American Journal of Sociology*, 1976, vol. 82, no 82 , p. 309-330.
- Molotch et Logan 1987 : John R. Logan et Harvey L. Molotch, *Urban Fortunes : the Political Economy of Place*, Berkeley – Los Angeles : University of California Press, 1987.
- Müller 2011 : “State Dirigism in Megaprojects: Governing the 2014 Winter Olympics in Sochi”, *Environment and Planning A*, 2011, vol.43, p. 2091-2108.
- North 1997 : Douglass North, *Instituti i institucional’nye izmenenija i funkcionirovane ėkonomiki* (Institutions, changements institutionnels et fonctionnement économique), Moscou : Fond ėk. Knigi « Načala », 1997.
- Oh et Jackson 2011 : Mijoo Oh et Jeffrey Jackson, « Animal rights vs. cultural rights: exploring the dog meat debate in South Korea from a world polity perspective », *Journal of intercultural studies*, 2011, vol. 32, n° 1, pp. 31-56.
- Schneider 1992 : Mark Schneider, « Undermining the Growth Machine : The Missing Link between Local Economic Development and Fiscal payoffs », *The Journal of Politics*, 54, n° 1, 1992, p. 214-230.
- Tev 2009 : Denis Borisovič Tev, « Olimpijskie zajavočnye kompanii Moskvj i Soči: osobennosti ėlitnih koalicij » (Les entreprises de prestation olympiques de Moscou et Sochi : particularités des coalitions d’élites), in *Vlast’ v Rossii: ėlity i instituty ė* (Le pouvoir en Russie : élites et institutions), Saint-Pétersburg : Izd. Intersocis, 2009, pp. 185-219.

Sources primaires

- Abdullina 2005 : E. Abdullina, « Brodjačih životnyh budut lovit’... i vypuskat’ » (Les animaux errants seront chassés... et relâchés), *Vremja i den’gi*, 11.02.2005.
- Altynova 2014 : A. Altynova, « Kak SOBŽ “otkusila” punkt perederžki » (Comment le SOBŽ a-t-il « mordu » sur le relais pour animaux), *Večernjaja Kazan’*, 16.01.2014.
- Bahtjarova 2007 : A. Bahtjarova, « Likvidacija barbosa » (La liquidation du clébard), *AiF Region*, 30.11.2011.
- « Beznadzornyh životnyh ... 2007 » : « Beznadzornyh životnyh v Kazani stanet men’še » (Le nombre d’animaux errants à Kazan va baisser), *IA Tatar-inform*, 29.12.2007.
- Berezna 2009 : M. Berezna, « Kto skazal “mjau” ? » (Qui a dit « miaou » ?), *Černomorskaja zdravnica*, 01.04.2009.
- Burroughs 2001 : A. Burroughs, « Greek dogs find Olympic hero », *BBC News site*, 31.03.2001, document en ligne, consulté le 18.09.2013, <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/1251619.stm>>.

Pourquoi les léopards n'aiment-ils pas les chiens errants ?...

- Fadeeva 2011 : E. Fadeeva, « Evrostandart dlja bezdomnogo », *Biznes-online*, 28.03.2011, document en ligne, consulté le 24.11.2013, <http://www.business-gazeta.ru/article/37904/&post=3021608_1631/>.
- Galljamova 2011 : È. Galljamova, « Žizn' sobač'ja » (Une vie de chien), *Kazanskije vedomosti*, 21.07.2011.
- Ignat'eva 2008 : I. Ignat'eva, « Žiteli Kazani stali men'she podvergat'sja napadenijam Beznadzornyh sobak » (Les habitants de Kazan moins exposés aux attaques des chiens errants), *IA Tatar-inform*, 07.05.2008.
- Illarionova et Katargin 2013 : E. Illarionova et D. Katargin, « Sobake – sobač'ja žizn'. Za 200 millionov ? » (Au chien la vie de chien. Pour 200 millions ?), *Biznes Online*, 17.04.2013, document en ligne, consulté le 24.11.2013, <<http://www.business-gazeta.ru/article/78707>>.
- Judkevič 2008 : M. Judkevič « Na službu otlova povესili vseh kazanskih sobak » (Tous les chiens de Kazan ont été consignés au service de capture), *Večernjaja Kazan'*, 18.10.2008.
- Jakovleva 2010 : E. Jakovleva, « Èpidemija bešenstva » (Épidémie de rage), *Moloděž' Tatarstana*, 04.03.2010.
- « Kazanskije poselki... » 2006 : « Kazanskije poselki izbavljat ot beznadzornyh psov » (Les villages de Kazan seront débarrassés des chiens errants), *Kazanskij informacionnij portal*, 09.08.2006.
- Katargin 2012 : D. Katargin, « Kazan' v bešenstve » (Kazan en rage), *Biznes-online*, 01.10.2012, document en ligne, consulté le 04.03.2013, <http://www.business-gazeta.ru/article/67378/&post=763786_4128/>.
- Katargin 2012 : D. Katargin, « Sterilizacija sobaki – ne panaceja ot ukusov. Zuby-to ej my ne udaljaem... » (La stérilisation des chiens n'est pas une panacée contre les morsures. Puisqu'on ne leur retire par les dents...), *Biznes-online*, 28.03.2012, document en ligne, consulté le 24.11.2013, <<http://www.business-gazeta.ru/article/77572/>>.
- Kravčenko 2007 : S. Kravčenko, « Živoj musor » (Ordures vivantes), *Černomorskaja zdravnica*, 25.12.2007.
- Korotko 2011 : Korotko (En bref), *Kubanskaja gazeta*, 14.10.2011.
- Martinec 2012 : A. Martinec, « Vopros otlova bezdomnyh životnyh v Kazani mogut vernut' v vedenie goroda » (La capture des animaux errants à Kazan sera peut-être à nouveau attribuée à la ville), *Delovoj kvartal – Kazan'*, 28.12.2012.
- « Megapolistu... » 2008 : « Megapolistu trebuetsja dobryj sobačnik » (Citadin cherche gentil petit chien), *Kazanskije Vedomosti*, 20.11.2008.
- Miloserdov 2008 : I. Miloserdov, « Otdam v dobrye ruki » (Je le donnerai à une âme charitable), *Delovoj Soči*, 09.06.2008.
- Moloděž' Tatarstana* 2012 : « Izbrannoe "MT" » (Morceaux choisis), *Moloděž' Tatarstana*, 24.10.2012.
- Mubaraškina 2005 : A. Mubaraškina, « Každuju brodjačuju sobaku i košku postavjat na učet » (Chiens et chats errants seront tous recensés), *Kazanskije Vedomosti*, 11.02.2005.
- Nazarova 2013 : Ju. Nazarova, « Gora sobač'ih trupov vmesto pitomnika ? » (Une montagne de cadavres de chiens à la place d'un refuge ?), *AiF Tatarstan*, 06.03.2013, document en ligne, consulté le 24.11.2013, <<http://www.kazan.aif.ru/society/details/86206>>.
- « Olympics 2004... » : « Olympics 2004: give the strays of Greece a sporting chance », *Petition online site*, document en ligne, consulté le 18.09.2013, <<http://www.petitiononline.com/OG2004/petition.html>>.

- Ostroumova 2011 : M. Ostroumova, « Na vidu u vseh sočincev » (Sous les yeux de tous les habitants de Sochi), *Černomorskaja zdravnica*, 25.03.2011.
- Peredero et Bakulin 2009 : L. Peredero et K. Bakulin, « Zašitniki životnyh po-prežnemu iščut pravdu » (Les défenseurs des animaux toujours à la recherche de la vérité), *Večernij Soči*, 27.03.2009.
- « Postanovlenie... » 2012 : « Postanovlenie o napravlenii materialov v sledstvennye organy dlja rešenija voprosa ob ugovnom presledovanii ot 25 ijulja 2012 g. » (Arrêté pour l'envoi de documents aux services d'enquête pour résoudre la question des poursuites pénales du 25 juillet 2012), *Vkontakte*, document en ligne, consulté le 24.11.2013, <https://vk.com/id131406190?w=wall131406190_8915%2Fall>.
- Rešenje 2012 : « Rešenje ot 1 fevralja 2012 goda. Central'nyj rajonnyj sud g. Soči (Krasnodarskij kraj), Graždanskoe » (Décision du 1^{er} février 2012. Tribunal central de district de la ville de Sochi, kraï de Krasnodar, Affaires civiles), « Sudebnye i normativnye akty RF » (Actes normatifs et judiciaires de la Fédération de la Russie), document en ligne, consulté le 21.12.2013, <<http://sudact.ru/regular/doc/F9Ktz5w2xsWX/>>.
- Serova 2013 : I. Serova, « “Živodernja” vne konkursa » (« L'équarisseur » hors concours), *Večernjaja Kazan'*, 07.03.2013.
- « Sočinskie aktivisty... » 2011 : « Sočinskie aktivisty borjutsja za prijut dlja bezdomnyh životnyh » (Les militants de Sochi luttent pour l'ouverture d'un refuge pour animaux errants), *Gorodskoj portal Bol'sogo Soči*, 12.05.2011.
- Trostenkova 2007 : F. Trostenkova, « Drug čeloveka, ili ostorožno, zlja sobaka » (Ami des hommes ou, attention, chien méchant), *Narodnaja gazeta Soči*, 11.07.2007.
- « Uničtoženie... » 2011 : « Uničtoženie košek na Donskoj : otrava uže zakuplena » (L'extermination des chats rue Donskaja : le poison a déjà été acheté), *Gorodskoj portal Bol'sogo Soči*, 15.09.2011.
- Utikeeva et Bahtijarova 2012 : L. Utikeeva, A. Bahtijarova, « Ostorožno, Šarik » (Attention, Médor), *AiF Region*, 31.10.2012.
- « V Kazani uničtožat... » : « V Kazani uničtožat tol'ko agressivnyh sobak, ostal'nyh – sterilizujut » (À Kazan seuls les chiens agressifs sont exterminés, les autres sont stérilisés), *Gorodskoj portal, Kazan'*, 28.03.2013.
- « V nojabre v Soči dolžen otkrit'sja vremennyj prijut dlja brodjačih životnyh » (Un refuge temporaire pour les animaux errants doit ouvrir en novembre à Sochi), *AiF-Kuban'*, 23.09.2013.
- Valiullina 2013 : D. Valiullina, « Sobakam dali otsročku » (On a donné un sursis aux chiens), *Kommersant*, 09.04.2013.
- www.sobg-kazan.ru : Oficial'nyj portal služby otlova bezdomnyh životnyh (Portail officiel du service de capture des animaux errants), document en ligne, consulté le 24.11.2013, <<http://www.sobg-kazan.ru/>>.
- « Žiteli... » 2008 : « Žiteli Kazani stali men'se podvergat'sja napadenijam beznadzornnyh sobak » (Les habitants de Kazan moins exposés aux attaques des chiens errants), *Oficial'nyj portal mèrii Kazani « Gorod Kazan' »* (Portail officiel de la mairie de Kazan « Ville de Kazan »), document en ligne, consulté le 07.05.2008, <<http://old.kzn.ru/page566.htm/show/3329>>.
- « Za golovu žertvy... » 2008 : « Za golovu žertvy v Soči dajut 500 rublej » (À Sochi la tête d'une victime rapporte 500 roubles), *Gorodskoj portal Bol'sogo Soči*, 04.10.2008.